

## BASSIN DU CONGO

# Les sociétés chinoises s'engagent dans l'exploitation normative des forêts

L'Association chinoise de distribution des bois et des produits en bois et la plateforme internationale des bois tropicaux viennent de conclure un accord destiné à promouvoir les bonnes pratiques d'exploitation forestière et le développement d'un commerce durable des bois durs dans le Bassin du Congo.

Les deux organisations vont mettre en place une plateforme d'échanges entre les entreprises chinoises et africaines. La rencontre en ligne organisée les 17 et 18 décembre a permis aux deux parties de comprendre les besoins mutuels et d'encourager les meilleures pratiques au sein de l'industrie du bois, en lien avec les Objectifs de développement durable des Nations unies.

Page 5



Des grumes dans un parc au nord Congo/Adiac

## CENTRAFRIQUE

### Situation sécuritaire préoccupante après l'attaque des groupes armés

Après une attaque des groupes armés hier dans la matinée, dans la périphérie de Bangui, la situation sécuritaire demeure préoccupante pour les autorités centrafricaines déterminées, avec l'appui de la Munisca, à rétablir l'ordre. Suite aux affrontements survenus aux PK 9, 11

et 12 aux entrées ouest et nord de la capitale, le pouvoir a lancé un appel au soutien militaire des pays membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale pour soutenir les forces armées centrafricaines et ses alliés.

Page 6

## FORCES ARMÉES CONGOLAISES

### L'état-major général mobilise les troupes pour sécuriser le scrutin présidentiel



Le CEMG passant en revue les troupes que la discipline sera exigée », a déclaré le 12 janvier à Brazzaville, le CEMG lors de la cérémonie du port d'insignes de grades comptant pour le premier trimestre 2021

Page 3

## DETTE INTÉRIEURE

### Le Copéco insatisfait du processus de paiement



Prises de parole

Le Collectif des opérateurs économiques du Congo (Copéco) est insatisfait du processus de paiement de la dette intérieure. Au cours d'une conférence de presse animée le 13 janvier à Brazzaville, il a affirmé que jusqu'à présent toutes les créances auditées et validées n'ont pas été payées selon le mécanisme arrêté par le Club de Brazzaville.

« On ne peut pas relancer les activités avec une dette intérieure payée à moitié », a déclaré le président de la Copéco, Joséphat-Roger Obesse.

Page 5

Tenant compte de la loi instituant le vote par anticipation des agents de la Force publique, le chef d'état-major général (CEMG), le général de division Guy Blanchard Okoi a invité les troupes à la discipline et à la compétence afin d'être à la hauteur des attentes des populations pendant le scrutin présidentiel du 21 mars prochain.

« Les militaires devraient voter par anticipation et sécuriser l'élection présidentielle. L'échéance électorale doit se dérouler dans la paix et la sérénité. C'est notre challenge ; parce

## Éditorial

### Prises de parole

Page 2

## ÉDITORIAL

## Prises de parole

Dans la période qui court à partir de maintenant jusqu'à l'élection présidentielle du mois de mars, les prises de parole vont être nombreuses et variées. On peut penser que les acteurs politiques, dont la compétition pour le pouvoir sera passionnante, parce qu'ils sont les premiers concernés par le jeu, seront les plus phraseurs. Leurs états-majors avec, ils auront dans ce flux de déclarations, l'occasion de proposer à leurs compatriotes des projets de société qu'ils estiment cohérents pour bâtir la nation.

Tenant compte du fait qu'une élection majeure comme la présidentielle mobilise au-delà des candidats déclarés et de leurs partisans, d'autres phraseurs venant d'autres sphères de la vie nationale seront aussi de la partie. Ceux d'entre eux dont le rôle est de garantir la paix, la sécurité et la stabilité, la force publique pour ne pas la citer, auront aussi des engagements à renouveler vis-à-vis du processus électoral et plus encore de la population civile. Les Congolais doivent être mis à l'abri des violences qui proviendraient des rivalités des entrepreneurs politiques.

Un autre acteur de poids dans cet aréopage est la société civile. Par les temps présents que l'on aura tort de ne pas entrevoir comme sensibles, sa parole compte. Il ne faut pas oublier que de par son profil, elle est la plus en lien avec la population et que son discours, s'il n'épouse pas la tranquillité comme projet, s'il ne sensibilise pas au rassemblement de la nation, il peut déconstruire les certitudes qui symbolisent le vivre-ensemble sur lesquelles, jusqu'à ce jour le Congo tient comme Etat souverain.

Le moment n'est-il pas opportun pour que ceux ou celles qui s'adresseront aux Congolais en plaçant dans leur ligne de mire la future élection présidentielle accommodent les mots qu'ils prononceront avec les attentes des enfants du pays ? Le Congo vient de loin, mais il a encore un long chemin à parcourir. Continuer de ressasser que les Congolais ne peuvent pas mener à bien et gagner la triple bataille de l'unité, du travail et du progrès, parce qu'ils sont tribalistes est, comme on l'entend dire par certains du haut de leurs atours qu'on imagine divinatoires, les condamner au repli sur soi. Qui n'est pas un objectif noble.

Les Dépêches de Brazzaville

## LIKOUALA

## Gilbert Djombo Bomodjo dresse l'état des lieux des infrastructures dans le département

Le préfet du département de la Likouala, Gilbert Djombo Bomodjo, a, lors d'un entretien avec la presse, rendu hommage au président de la République, Denis Sassou N'Guesso, qui a, selon lui, doté la partie septentrionale du pays des infrastructures routières, aéroportuaires, scolaires et sanitaires.

« Avant l'arrivée du président Sassou au pouvoir, la Likouala a connu 105 ans, dont 82 ans de colonisation et 23 ans d'indépendance, sans aucune route et un seul mètre de bitume. C'est en 1983 que le président Denis Sassou N'Guesso avait posé la première pierre pour la construction de la route Impfondo-Epena longue d'environ 85 km. C'est aussi grâce à lui que l'on a ouvert les tronçons Impfondo-Dongou ; Dongou-Enyellé ; Enyellé-Bétou ; Enyellé-Pokola », a expliqué Gilbert Djombo Bomodjo.

Dans le domaine scolaire, la Likouala qui n'avait, au début des années 1960, qu'un cours complémentaire, dispose actuellement des lycées à Impfondo, Enyellé et à Bétou ainsi que des collèges. Des infrastructures que le préfet de la Likouala met à l'actif du chef de l'Etat qui, améliorant aussi des conditions viables à l'hôpital d'Impfondo.

Deuxième département à avoir abrité la politique tournante de la municipalisation accélérée, la Likouala n'a pas bénéficié d'autant d'infrastructures comme les autres départements. En effet, les visiteurs y voient des chantiers inachevés communément appelés « les éléphants blancs ». Pour les autorités départementales, il s'agissait d'une première expérience dans un département situé à près de 1400 km de Brazzaville. Selon elles, ces chantiers avaient été sous-évalués.

Qu'à cela ne tienne, elles se disent fières de certains chantiers achevés. Il s'agit notamment de l'hôtel de la préfecture R+2, de la maison d'arrêt d'Impfondo, du conseil départemental, de la région de gendarmerie de la Likouala et la Direction départementale



Le préfet de la Likouala, Gilbert Djombo Bomodjo/Adiac

de la police, sans oublier le Tribunal de grande instance. « Donc, il y a eu certains chantiers achevés et d'autres non. Il faut toujours avoir foi que dans les années à venir ces chantiers inachevés pourront être achevés. »

Considérée comme l'un des départements les plus enclavés du pays, la Likouala attend la concrétisation du projet de la route d'intégration sous-régionale qui partira de Ouesso à Impfondo, en passant par Enyellé, Bétou et Dongou. Après la réalisation des études et de la cartographie, la population de cette partie du Congo compte beaucoup sur la pose, sous peu, de la première pierre relative à la construction de deux ponts sur les rivières Motaba et Libenga.

« Malgré le fait que le pays traverse actuellement une période difficile, avec des conséquences

un peu partout, les Chinois continuent de travailler au niveau de l'hôpital général d'Impfondo et au complexe sportif », s'est réjoui Gilbert Djombo Bomodjo.

Répondant à la question relative aux critiques des originaires de la Likouala, sur l'action du chef de l'Etat dans ce département, le préfet a indiqué qu'ils le font par manque de reconnaissance. « Je demande aux Congolais, plus particulièrement aux ressortissants de la zone, d'éviter de faire le double jeu. Avant de critiquer, il faut faire le point. Nous devons éviter l'ingratitude. Critiquer le président Sassou, c'est être ingrat et ignorant, parce qu'il a fait beaucoup de choses dans cette partie du pays », a-t-il invité, prônant l'unité des filles et fils de la Likouala et la lutte contre le tribalisme dans le département.

Parfait Wilfried Douniama

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raissa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo  
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués :  
Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Service Société : Rominique Nerplat  
Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé,  
Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé, Jean Kodila  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service),

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki,  
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaine Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC -  
Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,  
Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,  
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Administration des ventes : Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama  
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto  
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima  
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani, Christian Nzoulani  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngono

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaïne Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service pré-press : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),  
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service),  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: 06 700 09 00  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## FAC

# Appel à la discipline pour une meilleure adaptation entre vote anticipé et sécurisation

Discipline et compétence ont été les maîtres mots du chef d'Etat-major général (CEMG) des Forces armées congolaises (FAC), le général de division, Guy Blanchard Okoï, appelant les troupes à être à la hauteur de la tâche pour le scrutin présidentiel de mars 2021 où la Force publique votera par anticipation avant de sécuriser le vote des civils.

Le projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi électorale n°9-2001 du 10 décembre 2001, qui inclut le vote par anticipation des agents de la force publique, connaîtra son application lors de la présidentielle de mars prochain. « Les militaires devraient voter par anticipation et sécuriser l'élection prévue au premier trimestre de cette année. Comme l'a souligné le chef suprême des armées; l'échéance électorale doit se dérouler dans la paix et la sérénité. Notre challenge est là. A tous, toujours et encore, la discipline sera exigée », a déclaré le CEMG à la cérémonie du port d'insignes de grades, comptant pour le premier trimestre 2021, le 12 janvier à Brazzaville.

A cette occasion, plus de deux cents sous-officiers et officiers supérieurs des armées de l'air, de terre, de la gendarmerie et autres ont été promus. Le CEMG les a appelés à s'approprier du prochain statut général



Des nouveaux promus/Adiac

des militaires et gendarmes, Défense nationale, tout en ayant la maîtrise du règlement de discipline général dans les armées.

**« Les militaires devraient voter par anticipation et sécuriser l'élection prévue au premier trimestre de cette année. Comme l'a souligné le chef suprême des armées; l'échéance électorale doit se dérouler dans la paix et la sérénité. Notre challenge est là. A tous, toujours et encore, la discipline sera exigée »,**

« Bientôt vous parviendront des directives du ministre de tutelle, des instructions du chef d'Etat-major général, les plans d'actions des différents membres du commandement ainsi que les lettres des missions qui encadrent les activités tout au long de l'année 2021 », a fait savoir le général Guy Blanchard Okoï.

En rappel, lors de la présentation, au Parlement, de la loi électorale modifiée qui inclut le vote anticipé de la force publique, le gouvernement indiquait que les militaires, policiers et gendarmes constituent une partie non négligeable du corps électoral. L'expression de leur droit de vote, par anticipation, leur permettra de se consacrer uniquement, le jour du vote général, aux opérations visant à assurer la sécurité des personnes et des biens. Pour sa part, le chef d'Etat-major général a appelé les troupes à accomplir leur devoir pour l'intérêt supérieur de la nation et du peuple congolais.

**Rominique Makaya**

## FORCE MONTANTE CONGOLAISE

## Plus de deux mille nouveaux adhérents au quartier 605 Talangai

La campagne spéciale d'adhésion à la Force montante congolaise (FMC) se poursuit avec la réception, le weekend dernier, de 2 105 nouveaux jeunes au quartier 605, dans le sixième arrondissement, Talangai.

L'enjeu de cette campagne d'adhésion est de taille: faire que la jeunesse adhère massivement à l'organisation unique des jeunes du Parti congolais du travail (PCT) avant le lancement de la campagne présidentielle. Le but étant d'apporter leur soutien à la candidature de l'actuel président de la République, premier membre d'honneur de cette organisation.

A ce sujet, le membre du comité central de la FMC, membre de la délégation du Q605, Ramsès Ngakala, a déclaré : « Nous venons de tenir une activité avec les jeunes militants mobilisés et engagés, tous derrière le président de la République. A cet effet, les jeunes de Talangai, fief traditionnel du PCT, ont massivement



Les jeunes remplissant leurs fiches d'adhésion/Adiac

adhéré à notre organisation juvénile, la FMC », a-t-il expliqué.

Selon lui, les jeunes de ce quartier ont désigné l'actuel chef de l'Etat comme leur candidat à l'élection présidentielle de mars 2021. Car ils voient en lui un candidat idéal incarnant la paix et l'espoir non seulement de la jeunesse mais de toutes les couches sociales. « Le travail ne s'arrête pas, la campagne continue. Nous demandons à tous les jeunes congolais de continuer à adhérer massivement à la FMC afin de donner la force à notre champion qui est le camarade Denis Sassou N'Guesso pour une victoire dès le premier tour », a-t-il invité.

**Nurian-Lelestre Etonga,**  
stagiaire

COUR SUPREME  
CHAMBRE ADMINISTRATIVEREPUBLIQUE DU CONGO  
Unité \* Travail Progrès**ACTUALITES JUDICIAIRES**

La Cour suprême, chambre administrative, a rendu le 10 décembre 2020, dans l'affaire T.O.D.E.L. contre l'Etat congolais, un arrêt dans lequel elle a retenu qu'en présence de la loi n°20-2017 du 12 mai 2017 portant loi organique relative aux conditions de création, d'existence et aux modalités de financement des partis politiques qui d'une part a édicté de nouvelles conditions pour la création et la reconnaissance des partis politiques et d'autre part a imparti un délai de six (6) mois à tout parti politique existant, pour se conformer aux nouvelles conditions édictées, le Ministre de l'intérieur est compétent pour annuler l'acte administratif de reconnaissance d'un parti politique reconnu sous l'empire de l'ancienne loi n°21-2006 du 21 août 2016 sur les partis politiques mais qui, au regard de la nouvelle loi, ne remplit plus les conditions de sa reconnaissance.

Le Président,  
Albert MBONCOUR SUPREME  
CHAMBRE ADMINISTRATIVEREPUBLIQUE DU CONGO  
Unité \* Travail Progrès**ACTUALITES JUDICIAIRES**

La Cour suprême, chambre pénale, a rendu le 22 décembre 2020 dans l'affaire Monsieur O.C.R contre M.P, Etat congolais et la M. B, un arrêt dans lequel elle a retenu d'une part que l'appréciation des faits et des éléments de preuve produits aux débats par les parties relève du pouvoir souverain des juges du fond et d'autre part que la décision de la cour criminelle, sur les éléments constitutifs de l'infraction et la culpabilité de l'accusé, est exprimée par les réponses données aux questions posées et varie d'une infraction à une autre de sorte que, s'agissant des infractions consistant en une soustraction commise par un dépositaire de l'autorité publique, lorsqu'il a été répondu par « oui » aux questions principales faisant ressortir les différents éléments constitutifs de l'infraction imputée, les questions subsidiaires deviennent sans intérêt, mis à part celles concernant le bénéfice ou non des circonstances atténuantes.

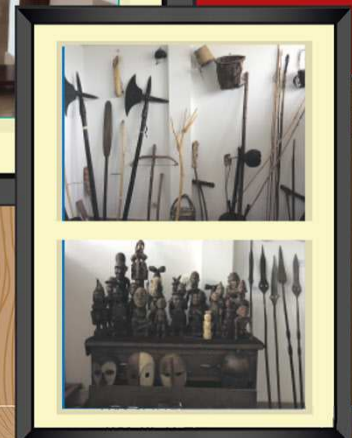
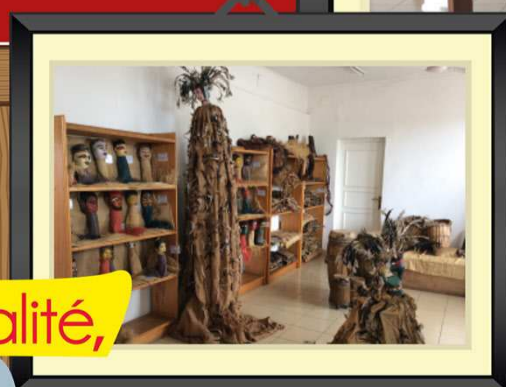
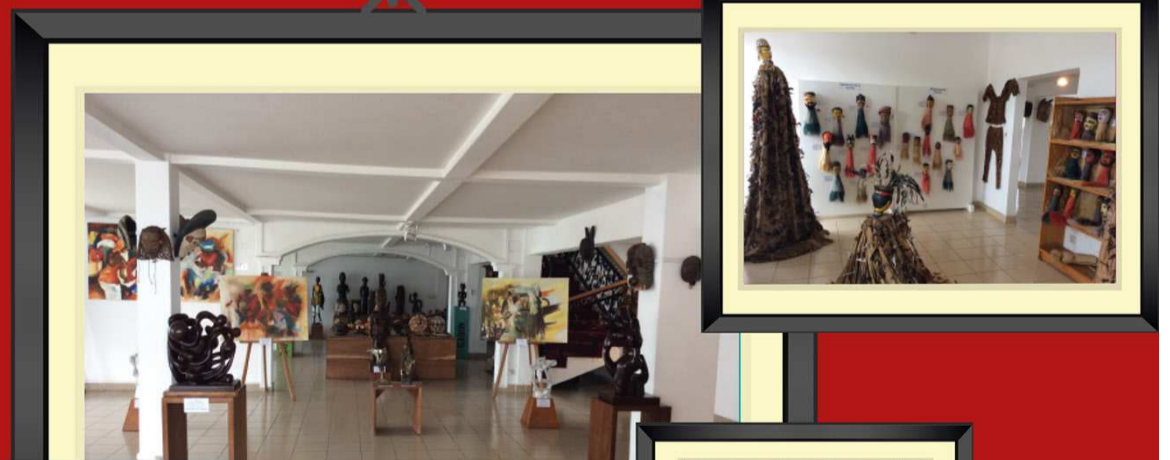
C'est ainsi que la Cour suprême a rejeté le pourvoi en cassation formé par Monsieur O.C.R. contre l'arrêt criminel n°003 du 18 juillet 2020 de la cour criminelle de Brazzaville qui l'a condamné, pour détournement de deniers publics et prise illégale d'intérêts, à une peine privative de liberté et à une peine d'amende ferme.

Le Président,

Jean NGALEBAYI

**VISITEZ LE MUSEE GALERIE  
DU BASSIN DU CONGO**Musée  
du Bassin du Congode LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

**SCULPTURES**      **PEINTURES****CÉRAMIQUES**      **MUSIQUE**galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONSL'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**  
immeuble les manguiers (Mpila )  
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

## COMMERCE DU BOIS

# Les sociétés chinoises s'engagent dans l'exploitation durable des forêts

L'Association chinoise de distribution des bois et des produits en bois (CTWPDA) et la plateforme internationale des bois tropicaux (ATIBT) viennent de conclure un accord en vue de promouvoir les bonnes pratiques d'exploitation forestière, notamment dans le Bassin du Congo. Cet accord prévoit également le développement d'un commerce durable des bois durs.

Les deux organisations CTWPDA et ATIBT entendent mettre en place une plateforme d'échange entre les entreprises chinoises aux meilleures pratiques et les autres entreprises travaillant en Afrique. Elles ont organisé une rencontre B2B en ligne, les 17 et 18 décembre 2020, afin de mieux comprendre leurs besoins mutuels et d'encourager les meilleures pratiques au sein de l'industrie du bois, en lien avec les Objectifs de développement durable des Nations unies.

Grâce à cette réunion sino-africaine, les deux parties ont exprimé à l'unanimité leur espoir d'utiliser la plateforme pour échanger des informations en temps opportun sur la situation de la foresterie étrangère et les évolutions du marché intérieur, et ainsi permettre d'effectuer les ajustements correspondants pour le commerce ciblé. Les entreprises productrices ont pu obtenir des informations pertinentes et approfondies sur l'industrie chinoise, le plus grand marché de consommation de bois dur, et sur cette base.

Pour les entreprises chinoises, la récente rencontre constitue une innovation. Elle a permis de maximiser les possibilités de coopération future avec les entreprises africaines tout en maintenant la relation de



coopération déjà existante. La plateforme internationale des bois tropicaux insiste, quant à elle, sur la nécessité de poursuivre les discussions en vue

d'atteindre un plus grand nombre de sociétés membres du CTWPDA.

« Les sujets qui ont été abordés portaient sur les pra-

tiques de gestion durable des forêts et la certification, les capacités de production, les produits à valeur ajoutée et la disponibilité des espèces

**« Les sujets qui ont été abordés portaient sur les pratiques de gestion durable des forêts et la certification, les capacités de production, les produits à valeur ajoutée et la disponibilité des espèces de bois dites moins connues. L'ATIBT et ses membres apprécient également d'en savoir plus sur la nouvelle loi forestière chinoise en général, et l'article 65 (entrée et sortie des matières premières et des produits) en particulier »,**

de bois dites moins connues. L'ATIBT et ses membres apprécient également d'en savoir plus sur la nouvelle loi forestière chinoise en général, et l'article 65 (entrée et sortie des matières premières et des produits) en particulier », souligne le communiqué conjoint de la rencontre.

À noter que plusieurs entreprises chinoises et africaines sont membres des deux entités. On peut citer Pallisco CIFM, Rougier, Precious Woods, CIB OLAM et Interholco, China Forestry Materials Company Limited (Zhangjiagang), Wenzhou Timber Group Company Limited, Jingjiang Guolin Forestry Company Limited, Shanghai Guohao Wood Industry Company Limited et Zhangjiagang Hongxi International Trade Company.

Ces sociétés forestières possèdent une superficie totale de plus de 6,34 millions d'hectares de terres forestières certifiées, notamment en République du Congo, en République démocratique du Congo, au Cameroun, au Gabon et leurs principaux produits sont les grumes, le bois d'œuvre, le contreplaqué et les panneaux. Les entreprises chinoises représentaient seules un chiffre d'affaires total combiné de plus de 985 milliards francs CFA en 2019.

**Fiacre Kombo**

## DETTE INTÉRIEURE

## Le Copéco insatisfait du processus de paiement

Le Collectif des opérateurs économiques du Congo (Copéco) a déploré le 13 janvier le non paiement dans le cadre de la dette intérieure de certaines créances auditées et validées suivant le mécanisme mis en place par le groupement d'intérêt économique Club de Brazzaville.

« A la suite du paiement d'une partie de la dette intérieure commerciale des 179 entreprises auditées et validées exercices 2014-2015-2016, il est important que notre syndicat fasse le point et l'analyse du processus de paiement », a indiqué le président du Copéco Joséphat-Roger Obesse à la presse.

Selon lui, les créances auditées et validées ont été payées totalement de 0 à 100 millions de francs CFA et partiellement de 100 millions à plus. « Par contre d'autres créances bien qu'auditées et validées n'ont pas été payées », a déploré le président du Copéco.

« Nous ne pouvons pas relancer les activités avec cette partie de la dette payée sans compter les charges fiscales et sociales que nous avons », a-t-il renchéri.

Le Copéco suggère au gouvernement de publier le rapport des



réclamations 2014-2015-2016 et de privilégier le patriotisme économique en vue de la relance de l'économie nationale.

Il demande également au gouvernement de remobiliser des fonds pour la continuité du paiement de la dette commerciale, ainsi que

la publication du rapport d'audit 2014-2016.

Le Club de Brazzaville est un groupement d'intérêt économique com-

posé de cinq banques à savoir BGF Bank, LCB, Eco Bank, BSCA et la Banque postale. Ce club a mobilisé l'année dernière 300 milliards de francs CFA pour payer une partie de la dette intérieure commerciale de l'Etat.

Les critères d'éligibilité au paiement ont été définis dont l'engagement de relancer les activités au Congo, la cession de 35% de décote dont 25% pour le Club de Brazzaville et 10% pour l'Etat, l'acquiescement des obligations sociales et fiscales. « Tous ces critères ont été arrêtés sans négociation avec les syndicats patronaux qui sont les représentants légaux du secteur privé, malgré les concessions cédées par les entreprises à savoir la non application des intérêts moratoires sur le dû au paiement de la dette par l'Etat », a expliqué Josephat-Roger Obesse.

**Gloria Imelda Lossele**

## COVID-19

## L'équipe de l'OMS travaille avec des fabricants de vaccins chinois pour l'utilisation en cas d'urgence

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, a indiqué qu'une équipe d'experts de l'OMS en Chine était en train de collaborer avec les fabricants de vaccins Sinovac et Sinopharm sur leur utilisation en cas d'urgence.

« Je suis ravi qu'une équipe de l'OMS se trouve actuellement en Chine pour travailler avec les producteurs de vaccins Sinovac et Sinopharm pour en évaluer la conformité avec les pratiques internationales de fabrication qualifiée » avant leur inclusion à la liste d'utilisation en cas d'urgence établie par l'OMS, a-t-il déclaré lors d'un récent point de presse.

Il a noté que l'OMS continuait de demander aux producteurs de vaccins du monde entier de prendre des mesures rapides pour fournir des statistiques nécessaires lui permettant de les inclure à la liste d'utilisation en cas d'urgence. « Si nous sommes optimistes quant aux vaccins sûrs et efficaces qui sont en cours de déploiement, nous voulons que celui-ci soit accéléré et que les vaccins soient répartis équitablement dans les semaines à venir », a indiqué le directeur général de l'OMS.

## SCRUTIN

## L'Ouganda bloque Facebook et Twitter à la veille des élections présidentielle et législatives

Le président ougandais Yoweri Museveni a annoncé mardi soir que son gouvernement avait bloqué Facebook et Twitter dans le pays en raison des pratiques jugées abusives de ces réseaux sociaux.

Les deux géants américains ont continué de bloquer les comptes de certains partisans du parti au pouvoir, le Mouvement de résistance nationale (NRM), malgré les protestations du gouvernement, a-t-il expliqué dans un discours télévisé.

Le refus par ces sociétés de débloquent ces comptes a incité le gouvernement ougandais à finalement décider de bloquer tout accès dans le pays à Facebook et à Twitter, a poursuivi M. Museveni. « Nous ne saurons tolérer d'arrogance de la part de quiconque vient décider à notre place ce qui est bon et ce qui est mauvais », a-t-il dénoncé, ajoutant que « si on veut opérer en Ouganda, il convient que (ces réseaux) soient utilisés équitablement par tous ceux qui le désirent ».

Les Ougandais se rendront aux urnes jeudi pour désigner leur président et leurs députés. Les responsables politiques et leurs partisans utilisent les réseaux sociaux pour faire campagne en raison des mesures gouvernementales visant à limiter tout rassemblement pour éviter la propagation du nouveau coronavirus.

## USA

## YouTube suspend le compte de Donald Trump pour au moins une semaine

Le service d'hébergement de vidéos de Google, YouTube, a annoncé mardi soir qu'il suspendait le compte du président américain Donald Trump pour au moins une semaine.

« Après examen, et à la lumière des inquiétudes devant l'actuel risque de violence, nous avons supprimé le nouveau contenu mis en ligne sur la chaîne de Donald J. Trump pour violation de nos politiques », a-t-il tweeté.

YouTube a noté qu'il s'agissait d'un premier avertissement pour le compte de M. Trump, désormais empêché de mettre en ligne tout nouveau contenu pour un minimum de sept jours. Les commentaires sur sa chaîne ont par ailleurs été désactivés indéfiniment.

Vendredi dernier, Twitter a supprimé le compte de M. Trump pour « incitation à la violence ». La veille, Facebook et Instagram avaient annoncé qu'ils suspendaient son compte pour au moins deux semaines, soit au moins jusqu'à l'investiture du président élu Joe Biden le 20 janvier.

## MAROC

## Vaste opération de dépistage du Covid-19 en milieu scolaire

Le ministère marocain de la Santé a annoncé qu'une opération de dépistage de Covid-19 sera organisée pour 30.000 collégiens et lycéens dans six régions du royaume, afin d'estimer le niveau de circulation du virus dans la population de moins de 18 ans.

Dans une circulaire adressée aux directeurs régionaux de la santé consultée par Xinhua, le ministère affirme que dans le cadre du plan national de veille et de riposte à la Covid-19 et suite à l'apparition de nouveaux variants dudit virus, caractérisés par une plus forte transmission dans la jeunesse, une opération de dépistage chez les collégiens et lycéens sera menée au niveau des régions de Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra, Tanger-Tétouan-Al Hoceïma, Fès-Meknès, Marrakech-Safi et Souss-Massa. Selon cette circulaire, l'objectif est d'estimer le degré de circulation du virus dans la population de moins de 18 ans et de caractériser génétiquement les variants. Eu égard à l'importance de cette opération, le ministère appelle à



procéder à la collecte et l'acheminement des prélèvements vers les laboratoires désignés, conformément aux procédures détaillant les aspects techniques, opérationnels et éthiques qui seront

communiqués par la direction de l'épidémiologie et de lutte contre les maladies.

A signaler qu'aucun cas du nouveau variant du Covid-19 n'a été détecté au Maroc.

## MALI

## La CEDEAO se dit satisfaite de la mise en place des organes de la transition

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est déclarée satisfaite mardi soir de la mise en place des organes de la transition au Mali, au terme d'une mission d'évaluation de 48 heures à Bamako.

Conduite par l'ex-président nigérian et médiateur dans la crise malienne, Goodluck Jonathan, la délégation était arrivée lundi dans la capitale malienne pour évaluer la mise en œuvre de la transition en cours depuis le 15 septembre dernier.

Elle a dit avoir noté dans un communiqué des « avancées relatives à la mise en place des organes de la transition et la nomination de tous les responsables » de ces organes, dont le président, le vice-président, le Premier ministre et le président du Conseil national de transition (CNT). Cependant, la CEDEAO a aussi dit avoir constaté « l'insuffisance des consultations » entre les acteurs de cette période transitoire.

Elle a encouragé le gouverne-

ment « à finaliser et communiquer sur une feuille de route assortie d'un plan d'action » indiquant les différentes activités à réaliser, tout en respectant la période de transition fixée à 18 mois.

Dans son communiqué, la mission a insisté sur la nécessité de « renforcer les concertations » à travers « un dialogue plus ouvert à l'ensemble des parties prenantes » pour assurer « un processus de transition inclusif ». Cela permettra, selon elle, « une plus grande appropriation interne des différentes décisions relatives à la transition, particulièrement l'élaboration des textes fondamentaux ».

La CEDEAO s'est aussi inquiétée des récentes interpellations de certaines personnalités liées

à « une tentative présumée de déstabilisation et d'atteinte à la sûreté de l'Etat ». Elle a invité les autorités maliennes « au respect des procédures légales en vigueur en toute transparence, dans le respect des droits humains ».

« Sur ce point, j'ai tenu à rassurer nos hôtes que mon gouvernement est engagé à la tâche et reste attentif à l'évolution des affaires judiciaires qui suivent un cours parfaitement légal », a indiqué le Premier ministre malien Moctar Ouane après sa rencontre avec la délégation.

En plus des autorités de la transition, celle-ci a également rencontré les autres acteurs de la crise sociopolitique.

## CENTRAFRIQUE

## Des groupes armés condamnent les hostilités d'une nouvelle alliance rebelle

Les leaders de certains groupes armés centrafricains, non-engagés dans la Coalition des patriotes pour le changement, ont condamné lundi la rébellion en cours de ladite coalition, selon une déclaration diffusée à la radio nationale centrafricaine.

Les groupes armés qui se positionnent contre la nouvelle alliance rebelle sont, entre autres, l'Union des forces républicaines (UFR), la Révolution-Justice (RJ) et le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC).

Selon leur porte-parole, Askin Nzégué Landa, la coalition a foulé aux pieds l'accord de paix du 6 février 2019 dont la mise en œuvre « a donné l'opportunité

d'un retour définitif à la paix, à la stabilité et à la cohésion sociale ». Ainsi, le porte-parole a appelé au respect de l'accord de paix, et suggéré aux garants de l'accord de faciliter un dialogue entre le gouvernement et les belligérants. Il propose aussi au gouvernement de tout mettre en œuvre pour empêcher le trafic d'armes et l'exploitation des ressources naturelles par la coalition et les

mercenaires en son sein.

Créée à la mi-décembre dernier, la Coalition des patriotes pour le changement regroupe des rebelles de l'ex-séléka et anti-balaka. Elle a déclenché des hostilités d'une vive intensité sur presque toute l'étendue du territoire centrafricain, dans le but d'empêcher la tenue des élections et créer une instabilité institutionnelle.

Xinhua

## ETATS-UNIS

# L'investiture de Joe Biden hyper sécurisée à cause des manifestations armées des pro-Trump

Des groupes armés pro-Trump pourraient manifester, entre de week-end et le 20 janvier, jour de l'investiture de Joe Biden sur 50 États américains, selon le FBI. Quelque 15 000 hommes seront déployés pour sécuriser Washington. Donald Trump sera le grand absent de cette cérémonie.

Alors qu'il annonçait sa démission au poste de ministre par intérim de la Sécurité intérieure, le 11 janvier, Chad Wolf a fait part de ses inquiétudes concernant la sécurisation de la cérémonie d'investiture du nouveau locataire de la Maison blanche, le 20 janvier, à Washington. Chad Wolf quitte son poste, cinq jours, après l'intrusion des partisans de Donald Trump au Capitole.

Selon des médias américains, un document interne du FBI alerte que des supporteurs armés du président sortant, Donald Trump, pourraient participer à des manifestations sur l'ensemble du territoire américain, entre ce week-end et le 20 janvier. Critiqué dans la gestion des violences du 6 janvier au Capitole, le Pentagone a autorisé le déploiement de 15 000 soldats à Washington pour la cérémonie de prestation de serment du président



Vigilance et dissuasion avant l'investiture de Joe Biden

élu.

Quelque 6 200 militaires de la Garde nationale y sont déjà présents et seront 10 000 dès ce week-end. Environ 5 000 soldats supplémentaires pourront les rejoindre, le 20 janvier. La maire de Washing-

ton, Muriel Bowser, a annoncé avoir requis auprès du ministre de la Sécurité intérieure l'extension de la période de sécurité spéciale liée à l'investiture. Elle aurait aussi demandé que l'état d'urgence soit déclaré en amont dans la

capitale fédérale afin d'obtenir des fonds supplémentaires pour la sécurité, ce qui a été entériné par Donald Trump. Face au risque de violences et de la pandémie de Covid-19, qui a fait plus de 375 000 morts aux États-Unis, Muriel

Bowser a également exhorté les Américains à ne pas se rendre à Washington pour la cérémonie de prestation de serment. Ils pourront « participer de façon virtuelle » en la suivant en ligne ou à la télévision.

Lors de son investiture, Joe Biden cherchera à promouvoir un message d'unité et s'emploiera à donner l'exemple. Ainsi, immédiatement après la cérémonie, il se rendra, en compagnie de ses trois prédécesseurs, Barack Obama, Bill Clinton et George W. Bush au cimetière national d'Arlington pour déposer une gerbe sur la tombe du soldat inconnu. De là-bas, il s'adressera à une Amérique meurtrie et divisée pour lancer un appel à l'unité. Quant au président sortant, Donald Trump, il a fait savoir qu'il ne participerait pas à la cérémonie. Son absence, le 20 janvier, « est une bonne chose », a déclaré Joe Biden.

Noël Ndong

## SAHEL

## Interrogations sur la difficile mission militaire française dans la région

Après avoir perdu une cinquantaine de soldats, dont cinq récemment, en huit ans de présence militaire interrompue dans la région, Paris se trouve à l'heure des choix difficiles, notamment entre la nécessité de réduire les effectifs de la force Barkhane et celle de poursuivre le combat contre les djihadistes.

Pour la ministre française des Armées, Florence Parly, après des « succès militaires importants » en 2020 pour avoir à la fois neutralisé plusieurs hauts responsables de groupes terroristes et attaqué leurs chaînes logistiques, la France va réduire les effectifs de sa force antijihadiste au Sahel. Cette décision sera prise à l'occasion du prochain sommet conjoint de la France et des pays du G5 Sahel en février à N'Djamena.

« Nous serons très probablement amenés à ajuster ce dispositif : un renfort par définition, c'est temporaire », a dit Florence Parly après le renfort de 600 soldats qui a porté les effectifs de Barkhane à 5.100 hommes l'année dernière.

Face à cet état de chose, plusieurs voix s'élèvent, même au sein de la classe politique française pour demander aux autorités de prendre une décision courageuse de laisser

la lutte anti-djihadiste dans le Sahel aux États de la région. « Il serait certes absurde et dangereux d'abandonner purement et simplement le Sahel aux islamistes, mais après huit ans sans résultat décisif, il est temps de remettre progressivement aux États africains le soin de gérer leur sécurité », estime l'analyste Renaud Girard. Un avis largement partagé par les connaisseurs du dossier.

De son côté Marc-Antoine Pérouse de Montclos, de l'Institut de recherche pour le développement pense que plus des efforts sont consentis pour aider le Sahel, « plus on s'y enfonce ». « La vraie question au-delà du nombre de morts, c'est comment se désengager sans perdre la face », relève-t-il.

### La France a empêché l'installation d'un califat islamique au Sahel

Dans cette même optique, Caroline Roussy, chercheuse à l'Iris avance que les gens sont effectivement en droit de s'interroger sur l'engagement français en Afrique. « Pour sortir du borbier du Sahel, il est urgent de repenser notre stratégie », soutient-elle.

Le député Thomas Gassilloud de LaRem est favorable au retrait des troupes françaises au Sahel. « L'action de la France a eu des résultats, puisqu'on a empêché l'installation d'un pseudo Califat islamique sur place. On a permis aux armées locales - qu'elles soient nationales

ou du G5 Sahel - de se former, de prendre davantage confiance en elles. Mais aujourd'hui, sans doute, on a besoin de tourner une nouvelle page dans notre engagement sur place, une page où les armées locales seraient mises peut-être davantage en première ligne et où la France serait davantage en soutien », confie-t-il.

Au sujet de la question du Sahel maintes fois évoquée en France et ailleurs, et de sources concordantes, l'Élysée voudrait réduire plus d'effectifs de Barkhane d'ici l'élection présidentielle de 2022. Et dans l'entourage du président français, Emmanuel Macron, on évoque qu'il souhaite « une véritable discussion avec les partenaires occidentaux »

sur l'engagement du pays dans la lutte contre le terrorisme dans la région comme au Levant.

« La mission qui est la nôtre là-bas est importante, néanmoins le contexte que nous sommes en train de vivre au Sahel me conduit (...) à regarder toutes les options stratégiques », souligne-t-il, évoquant implicitement la multiplication des foyers djihadistes et la recrudescence des violences intercommunautaires. « Dans ce contexte-là, et en fonction des décisions que la France aura à prendre, une plus grande implication des alliés est évidemment quelque chose qui serait tout à fait bénéfique », juge Emmanuel Macron. Paris mise beaucoup, par ailleurs, sur le déploiement d'unités d'élite européennes au sein de la nouvelle force Takuba, chargée d'accompagner l'armée malienne au combat.

Nestor N'Gampoula

« La mission qui est la nôtre là-bas est importante, néanmoins le contexte que nous sommes en train de vivre au Sahel me conduit (...) à regarder toutes les options stratégiques »

FONDATION  
GOTÈNE



## CRÉATION DE LA FONDATION MARCEL GOTÈNE



Marcel Gotène, l'un des plus grands peintres modernes africains du XX<sup>e</sup> siècle prédisait peu avant sa mort en 2013 :

*« Mon œuvre contribuera à mieux faire connaître le Congo sur les cinq continents »*

Artiste du vivant inspiré des légendes de son pays, son art et son histoire continuent d'exercer une immense fascination en dépit du temps qui passe.

Si le peintre du Cosmos nous a quittés en 2013, son œuvre lui survit et nous raconte sans relâche l'histoire du Congo.

La Fondation Marcel Gotène créée et dirigée par sa famille entretiendra sa mémoire et sa notoriété au-delà des frontières et du temps.

Soutenez la fondation, préservez le souvenir de l'artiste et de son œuvre en faisant un don.

**Compte bancaire de la fondation Marcel Gotène**  
**Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) - RIB : 30015-24201-10120001668-71**



## FORÊTS TROPICALES

# Les pays appelés à sauvegarder la biodiversité

La ville de Paris a abrité, le 12 janvier la quatrième édition du One Planet Summit dédiée aux enjeux de protection et de sauvegarde de la biodiversité.

Organisé par la France, les Nations unies et la Banque mondiale, le sommet sur la biodiversité a rassemblé des chefs d'Etat et de Gouvernement, des leaders d'organisation internationale, d'institution financière, des acteurs du secteur privé ainsi que d'ONG.

Quatre thèmes clés pour la préservation du vivant ont été choisis: la protection des écosystèmes terrestres et marins, la promotion de l'agroécologie, la mobilisation des financements pour la biodiversité, le lien entre déforestation, espèces et santé humaine. Des thèmes qui concernent aussi le Congo et ses problèmes de préservation des espaces naturels congolais ont été évoqués.

Des actes concrets ont été décidés autour des quatre thèmes du Sommet. Sur l'Agroécologie,



sera lancée par l'Espagne, la France et la principauté de Monaco à l'occasion du One Planet Summit. L'initiative est construite autour de quatre engagements : développer un réseau d'aires protégées ; mettre fin à la surpêche ; lutter contre la pollution marine et mettre fin au plastique à usage unique ; verdir le transport maritime. Elle vise à remobiliser les Etats mais également les acteurs régionaux et locaux, la société civile et le secteur privé pour la préservation du bassin méditerranéen.

Sur la finance, il s'agit de mobiliser les entreprises, les gestionnaires d'actifs et les bailleurs publics pour la protection de la biodiversité.

L'Alliance pour l'investissement dans le capital naturel, annoncée par SAR le Prince de Galles lors de l'OPS, regroupera les acteurs de la finance qui souhaitent augmenter leurs investissements dans la restauration de la biodiversité. Ses fondateurs, HSBC Pollution Climate Asset Management, Lombard Odier et Moriva, ont pour objectif de mobiliser dix milliards de dollars pour la nature dans les deux prochaines années.

La Taskforce on Nature-related Financial Disclosure (TNFD) est une initiative portée par des acteurs publics et privés, dont une cinquantaine d'institutions financières de premier rang soutenues notamment par les gouvernements britanniques et français. Elle élaborera un cadre de mesures, risques, impacts et bénéfices des activités économiques en matière de biodiversité, pour pouvoir établir des cadres de transparence pour les entreprises et les institutions financières.

En effet, la Coalition pour la convergence des financements en faveur du climat et de la biodiversité souhaite construire davantage de synergies entre action climatique et préservation de la biosphère. Ses membres travailleront à accroître la part de leurs financements en faveur du climat bénéficiant également à la biodiversité, pour atteindre au moins 30 % à l'horizon 2030. S'agissant de la protection des forêts, des espèces et de la santé humaine, l'initiative PRE-ZODE (PREventing ZOonotic Diseases Emergence) mettra en place une coopération inédite à l'échelle internationale entre les acteurs de la recherche et les réseaux de vigilance sanitaire pour la prévention de nouvelles pandémies issues de réservoirs animaux. Les participants à la concertation se sont dits prêts à accélérer l'action internationale en faveur de la nature et à prendre des engagements concrets pour lutter contre la perte de la biodiversité.

*Yvette Reine Nzaba*

## Vient de paraître

**Boris EBAKA**

**Journal d'un Brazzavillois confiné**

L'Harmattan  
Congo-Brazzaville

plus de dix milliards d'euros seront nécessaires pour l'accélérateur de la Grande muraille verte au Sahel.

L'accélérateur de la Grande muraille verte (GGW Accelerator) est une initiative multi-acteurs pour harmoniser et catalyser les efforts de l'ensemble des partenaires pour le développement de la bande soudano-sahélienne, par la diffusion des pratiques agroécologiques. Elle souhaite redonner un nouvel élan à cette ambitieuse initiative africaine, lancée dans les années 1980, pour verdir le Sahel. Les différents partenaires de l'initiative se sont engagés à mobiliser 14.3 milliards de dollars de financements internationaux dans les onze pays concernés d'ici à 2025.

Plus d'une centaine d'entreprises, regroupées autour de la charte IAM AFRICA (International Agroecological Movement for Africa) se sont engagées à contribuer à la mise en œuvre des objectifs de transition agro-écologique dans les pays de la GMV.

Une cinquantaine d'Etats mobilisés pour les airs protégés

En ce qui concerne la protection des écosystèmes terrestres et marins, plus d'une cinquantaine d'Etats ont été mobilisés pour la Méditerranée et le développement des aires protégées.

Par ailleurs, la coalition de la Haute ambition pour la nature et les peuples, coprésidée par la France et le Costa Rica, entend créer les conditions politiques pour l'adoption d'une cible ambitieuse de protection de la nature dans le futur cadre mondial pour la biodiversité, qui doit être adopté par la Convention sur la diversité biologique en 2021. Cinquante Etats se sont engagés dans cette coalition pour protéger 30 % de la planète (terre et mer) d'ici à 2030.

La Coalition pour une mer Méditerranée exemplaire en 2030

## ASSEMBLÉE NATIONALE

# Une plainte du bureau d'âge contre l'huissier de justice et le secrétaire adjoint du cabinet Mabunda

En plus de la mise au point faite par son rapporteur, ce dit bureau réagit ainsi contre des prétendues pétitions qui seraient déposées contre ses membres.

Le bureau d'âge de l'Assemblée nationale a été en justice contre l'huissier de justice et le secrétaire adjoint du cabinet Mabunda. Mboso N'kodia et les deux autres membres dudit bureau reprochent à ces deux personnalités d'avoir divulgué « des mensonges sur un prétendu dépôt des pétitions » contre eux.

Selon une source proche du bureau d'âge de la Chambre basse du Parlement, qui a confirmé cette information dans les médias, ladite plainte a été déposée le mercredi 13 janvier au parquet général de Kinshasa/Gombe.

« Le service courrier de l'Assemblée nationale était ouvert hier jusqu'à 18h. Pour preuve, l'honorable Néhémie Mwilanya a déposé une demande d'autorisation de sortie à 17h14 moyennant accusé de réception. Ceci fonde le bureau d'âge à introduire une plainte dès ce matin à l'encontre de l'huissier de justice ainsi que le secrétaire adjoint du cabinet de l'honorable Jeannine Mabunda dont les noms sont renseignés dans le document qui circule sur les réseaux sociaux », a déclaré cette source.



Mboso N'kodia entouré par les deux autres membres du bureau d'âge

Il est, en effet, rappelé qu'une série des pétitions avait été déposée contre les membres du bureau d'âge de l'Assemblée nationale par une centaine de députés nationaux du Front commun pour

**« Le service courrier de l'Assemblée nationale était ouvert hier jusqu'à 18h. Pour preuve, l'honorable Néhémie Mwilanya a déposé une demande d'autorisation de sortie à 17h14 moyennant accusé de réception. Ceci fonde le bureau d'âge à introduire une plainte dès ce matin à l'encontre de l'huissier de justice ainsi que le secrétaire adjoint du cabinet de l'honorable Jeannine Mabunda dont les noms sont renseignés dans le document qui circule sur les réseaux sociaux »**

le Congo. À travers une mise au point signée le 12 janvier 2021 par le rapporteur dudit bureau d'âge, Gaël Busa, ce dernier dit n'avoir nullement été saisi des prétendues pétitions déposées contre ses membres. « Le bureau d'âge n'est nullement saisi de ces prétendues pétitions. Les accusations qui s'y trouvent sont fausses et non fondées », a-t-il écrit.

Pour lui, les initiateurs de cette démarche tentent ainsi de perturber le déroulement de la session extraordinaire en multipliant les attaques et diabolisations contre le bureau d'âge notamment par la propagation des fausses nouvelles. Se voulant rassurant, Gaël Busa a tenu à préciser que « le règlement intérieur de l'Assemblée nationale ne prévoit, dans une aucune de ses dispositions, une quelconque procédure d'examen des pétitions contre le bureau d'âge, encore moins pendant une session extraordinaire ». En clair, a-t-il conclu, cette initiative n'a aucun fondement juridique.

Lucien Dianzenza



**MEILLEURS PRODUITS D'ASSURANCES AUX MEILLEURS PRIX**

**SOCIETE YA BISO MOKO BANA MBOKA**

SOCIETE YA BISO MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance incendie



Assurance tous risque chantier



Assurance Incendie



Assurance tous risque chantier



Assurance voyage

PLUS DE 50 ANS DE METIER, LEADER DES ASSURANCES

EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

## KINSHASA

# Le Marché central sera fermé à partir du 20 janvier

Dans moins d'une semaine, les activités des vendeurs de ce lieu de négoce et de leurs clients, stoppés pour raison d'assainissement et de réhabilitation dudit marché, seront provisoirement délocalisés dans les étalages des marchés provisoires de 24 Novembre, Itaga, Kabinda et Kalembembe.



Une vue du Marché central de Kinshasa DR

Le ministre provincial de l'Intérieur, Sécurité, Justice et Affaires coutumières de la ville-province de Kinshasa, Sam Leka Sampie, a annoncé la fermeture, au 20 janvier 2021, du grand marché de Kinshasa. Dans un communiqué du 11 janvier, ce membre de l'exécutif provincial de la capitale congolaise, qui évoque l'exécution d'une décision du gouverneur de la ville-province, motive cette sentence par des raisons d'assainissement et de réhabilitation de cet espace de négoce.

Entre-temps, le ministre provincial indique la relocalisation

temporaires des structures de ce lieu de négoce. Il invite, par ailleurs, les vendeurs dudit marché d'occuper les étalages des marchés provisoires établis sur l'avenue du 24 Novembre (rail), Itaga, Kabinda et Kalembembe. « Il est porté à la connaissance de la population kinoise que pour raison d'assainissement et de réhabilitation, le Marché central de Kinshasa est fermé au public jusqu'à l'achèvement desdits travaux », peut-on lire dans ce communiqué du ministre provincial de Kinshasa. Cette source n'indique, par ailleurs, la date de la

fin de ces travaux ainsi que de la réouverture du marché central. Il est rappelé que le marché central de Kinshasa avait également été fermé en 2020 pour les mêmes motivations. Plusieurs mois après, les vendeurs appuyés par le ministre national chargé de l'Intérieur étaient obligés de reprendre leurs activités sans que les travaux envisagés soient réalisés. Cette situation avait constitué un différend entre le gouvernement provincial conduit par Gentiny Ngobila et le ministre de l'Intérieur du gouvernement central.

Lucien Dianzenza



Le Ministre,

**République Démocratique du Congo**  
VILLE DE KINSHASA  
GOUVERNEMENT PROVINCIAL  
MINISTÈRE PROVINCIAL DE L'INTERIEUR, SECURITE,  
JUSTICE ET AFFAIRES COUTUMIERES



Paix Justice Travail

**COMMUNIQUE OFFICIEL**  
N°SC/001/JGPK/MISJAC/C.S/Reb/2021

En exécution de l'arrêté n°SC/001/CAB/GVK/GNM/2021 du 11 Janvier 2021 de Son Excellence Monsieur le Gouverneur de la Ville de Kinshasa portant fermeture du Marché Central de Kinshasa et relocalisation temporaire de ses structures, il est porté à la connaissance de la Population Kinois que pour raison d'assainissement et de réhabilitation, le Marché Central de Kinshasa est fermé au public jusqu'à l'achèvement desdits travaux.

En attendant sa réouverture, il est demandé aux vendeurs d'occuper les étalages des Marchés Provisoires dont 24 NOVEMBRE, ITAGA, KABINDA et KALEMBEMBE.

Le délai de délocalisation court jusqu'au 20 Janvier 2021.

Les agents commis à son administration sont chargés de la stricte observance de cette mesure.

**Fait à Kinshasa, le 12 Janvier 2021**

**LEKA SAMPIE Sam**



**LEKA SAMPIE Sam**  
Ministre Provincial de l'Intérieur,  
Sécurité, Justice  
et Affaires Coutumières

*Reception*      *Information*      *Développement*

\*B.P 99, Avenue Colonel Ebeya, N°150 Kinshasa/Gombe\*  
Réf: Croisement des Avenues du Marché et Colonel Ebeya  
Téléphones : +243 81 99 75 822 - +243 99 75 82 264 - +243 99 96 64 406  
E-mail : affoncc@kinshasa.gov.cd

## BAD

## Six cents familles RD congolaises réinsérées socio-économiquement

**L'institution financière panafricaine, à travers son Fonds d'assistance technique, a financé le PARSEJF à hauteur de 1,22 million de dollars américains. Une soixantaine de jeunes filles et femmes des communautés locales ont bénéficié d'une formation professionnelle sur le fonctionnement, l'organisation et la gestion d'une coopérative et d'une petite et moyenne entreprise.**

L'heure est au bilan du PARSEJF mis en exécution entre 2016 à 2020 pour faciliter la réinsertion des ex-combattants de groupes armés qui ont écumé le pays au cours des guerres successives. Baptisé «Projet d'appui à la réinsertion socio-économique des jeunes et des femmes » (PARSEJF), son objectif est de contribuer à la restauration de la cohésion sociale dans l'ensemble de la région des Grands lacs. Dans son rapport publié le 15 décembre dernier, la Banque africaine de développement (BAD) avance le chiffre de six cents familles qui ont pu renforcer leur cadre de vie grâce à ce projet.

Sur le plan des résultats avérés, ce don de 1,22 million de dollars a permis de consolider les acquis et résultats du projet précédent. Le rapport se réfère ainsi au Parsec, le Projet d'appui à la réinsertion socio-économique post-conflit. Si le premier projet permettait spécifiquement de gérer un problème épineux lié à l'héritage de la dernière guerre, le deuxième projet s'inscrit dans le cadre de la pérennisation et de la durabilité des anciens acquis. Au total, neuf fermes agricoles pilotes installées principalement dans les provinces de l'est du pays ont accueilli les jeunes démobilisés, filles comme garçons. Ces derniers ont pu se lancer dans l'entrepreneuriat agricole. En chiffres, quatre-vingt

ex-combattants ont intégré les activités de coopératives agricoles pour la réalisation des cultures vivrières, des produits animaux ainsi que les produits de pêche. Pour les femmes de manière plus spécifique, il faut noter les efforts d'autonomisation des ex-combattantes et autres victimes de conflits pour le bon fonctionnement des acquis des fermes agricoles pilotes du projet. Par ailleurs, il convient de relever l'organisation d'une série d'activités avec l'ouverture d'un espace de formation complémentaire pour permettre aux bénéficiaires d'apprendre les concepts de gestion coopérative.

A son actif, le projet PARSEJF compte la création d'une mutuelle d'épargne et de solidarité pour les femmes impliquées dans les activités de transformation et la vente groupée de produits des récoltes, ainsi que la mise en place d'une caisse autogérée à travers la vente de friperies et de produits. Soixante-cinq jeunes filles et femmes des communautés locales ont été formées afin de former à leur tour 2 934 autres filles et femmes aux techniques agricoles sur toute la chaîne de valeur. Outre la formation, le transfert des compétences vient garantir la gestion efficace et la pérennisation des coopératives agricoles des jeunes et des ex-combattants.

Laurent Essolomwa

## MINES

## Hausse de la production des principales matières d'exportations

**Le gouvernement de la RDC confirme une augmentation d'au moins dix pour cent entre 2020 et 2019.**

Le secteur minier connaît actuellement une embellie des cours des métaux sur le marché international. Comme l'explique le gouvernement de la République démocratique du Congo (RDC) dans sa dernière réunion du comité de conjoncture économique datant du 12 janvier 2021, la toute première de l'année en cours, cette embellie concerne les principales matières d'exportations, en l'occurrence le cuivre et le cobalt. Leur production a augmenté globalement de plus ou moins 10 % entre 2020 et 2019. Toutefois, le même rapport du comité de conjoncture économique évoque également la hausse de la production des autres produits miniers. Par conséquent, proposent les participants à la réunion du Comité, « l'État doit prendre des mesures idoines et appliquer la fiscalité telle que prévu par la loi pour faire profiter au peuple RD-congolais de ce boom des prix sur le marché international ».

Dans le cadre du bon fonctionnement de l'économie nationale, il y a la mise en garde de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) et de l'Association nationale des entreprises du portefeuille de l'État (Anep). Pour ces deux organisations, les sociétés tant privées que publiques continuent à subir « une multiplicité de contrôles et d'interpellations judiciaires qui contribuent à crispier

le climat des affaires et des investissements en RDC ». Sur ce dernier point, la FEC et l'Anep ont reçu du Premier ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba, la promesse d'un examen plus approfondi de la question pour des solutions durables.

Quant aux autres secteurs de l'économie nationale, il faut signaler l'engagement des autorités RD congolaises à maintenir et à préserver la stabilité du cadre macro-économique. Pour réussir ce défi, le gouvernement RD congolais invite les opérateurs économiques à l'accompagner. Par rapport à l'évolution des paramètres de ce cadre macro-économique, il en ressort une dépréciation du taux de change « jugé très peu significative, de l'ordre de 0,06 % (cours indicatif) et de 0,11 % (cours parallèle) ». L'exécutif central note aussi une légère décélération du rythme de formation des prix sur le marché de l'ordre de 0,33 %. Les réserves de change se situent actuellement à 730,26 millions de dollars américains, représentant 2,6 semaines d'importations. Pour l'année 2020, l'exercice s'est clôturé avec un déficit de l'ordre de 997 milliards de FC, financé totalement par les appuis budgétaires du Fonds monétaire international, de la Banque africaine de développement et des bons du Trésor.

L.E.

## HANDBALL - MONDIAL MASCULIN EGYPTE 2021

## La RDC face Danemark, tenant du titre

Les Léopards seniors messieurs handball de la République démocratique du Congo (RDC) prennent part pour la première fois de l'histoire du handball congolais, à la Coupe du monde de cette discipline.

Il s'agit de la 27e édition du mondial programmée du 13 au 31 janvier 2021 en Egypte. Emmenés par le sélectionneur Francis Tuzolana, les Congolais débent, le vendredi 15 janvier, dans le groupe D face aux tenants du titre, les joueurs du Danemark. Les Léopards se sont préparés à Paris, avant de rejoindre le Caire.

Vingt athlètes font partie de la délégation congolaise à cette compétition organisée pour la deuxième fois au pays des Pharaons après l'édition de 1999. Bon nombre de handballeurs qui étaient à la Coupe d'Afrique Tunisie 2019 seront de la partie. Outre le Danemark, la RDC partage le groupe D avec l'Argentine (champion d'Amérique du Sud), et Bahreïn (troisième participation à une phase finale de la Coupe du monde). Au total, trente-deux pays participent à ce tournoi mondial.

En plus de la RDC, cinq autres pays africains sont présents, notamment le pays organisateur l'Égypte, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Angola et le Cap-Vert. La Coupe du monde du monde masculin de handball est organisée tous les deux ans sous les auspices de la Fédération internationale de handball depuis 1993.

Martin Enyimo

## PRÉPARATION CHAN 2021

## La RDC et la Tanzanie font jeu égal en amical à Dar Es Salam

Il n'y a pas eu de vainqueur à Dar Es Salam, entre la Tanzanie et la RDC en match amical de préparation pour le Championnat d'Afrique des nations (Chan). Les Léopards affûtent leurs armes pour ce tournoi prévu en janvier et février au Cameroun.

Les Léopards locaux de la République démocratique du Congo (RDC) ont fait jeu égal d'un but partout avec Taifa Stars de la Tanzanie, le mardi 12 janvier à Dar Es Salam, en match amical international de préparation avant leur participation à la 6e édition du Chan, Cameroun 2020. Le buteur de V.Club, Fiston Mayele Kalala, a ouvert la marque pour les poulains du sélectionneur Florent Ibenge à la 19e minute. Et la Tanzanie a égalisé à la 52e minute par Ayubu Ruben.

Pour ce match de réglage avant de la compétition prévue du 16 janvier au 7 février 2021 au Cameroun, Florent Ibenge a titularisé le gardien de but Matampi Vumi Ley, les défenseurs Issama Mpeko, Luzolo Sita, Inonga Baka et Idumba Fasika. Au milieu de terrain, il

y a eu Masasi Amédé, Kinzumbi Philippe et Mika Michée, et en attaque Fiston Mayele Kalala, Karim Kimvuidi, et Lilepo Makabi. Il a opéré plusieurs changements en deuxième période. Issama, Luzolo, Inonga, Idumba, Masasi, Mika et Kimvuidi ont donc cédé leurs places à Djuma Shabani, Boka, Atibu, Wango Mbabu, Merveille Kikasa et Ingoli. Lilepo, Mayele et Kinzumbi ont été remplacés pour leur part respectivement par Mercey Ngimbi, Joël Beya et William Likuta. « Nous avons fait un match nul avec beaucoup d'enseignements parce que nous n'aurons pas énormément de temps pour créer une cohésion. Il fallait mettre les joueurs dans les conditions de la compétition et nous avons beaucoup appris. Nous avons voulu donner

du temps de jeu à plusieurs joueurs parce que nous n'aurons pas le temps de les voir évoluer ensemble », a confié Florent Ibenge à la presse à la fin de la partie. Notons que la RDC fait partie du groupe B, en compagnie du Congo Brazzaville, de la Libye et du Niger. Les Léopards locaux débent la compétition le dimanche 17 janvier aux Diables rouges du Congo Brazzaville qui les avaient privés de la phase finale de la cinquième édition du Chan en 2018 au Maroc.

Rappelons que la RDC a remporté en 2009 en Côte d'Ivoire et en 2016 au Rwanda la première et la quatrième éditions de ce tournoi de la Confédération africaine de football réservé aux sélections nationales d'Afrique composées des joueurs évoluant dans leurs championnats locaux respectifs.

M.E.



LIBRAIRIE  
LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:

Une sélection unique de la  
LITTÉRATURE CLASSIQUE  
(africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées,  
Philosophie, etc.



Un Espace culturel Pour vos Manifestations :

Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace  
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso  
immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h  
SAMEDI 9 h - 13 h



## EDUCATION

# La Perlkili initie les enfants à la BD

Le coin de lecture du Village Kali, La Perlkili, espace culturel situé dans le 4<sup>e</sup> arrondissement Loandjili, a organisé récemment un atelier d'initiation à la bande dessinée (BD) intitulé Leki Bulles.

L'atelier d'initiation à la bande dessinée (BD) intitulé Leki Bulles destiné aux enfants de 5 à 12 ans a été animé par l'artiste peintre et bédéiste congolaise Jussie Nsana. Il entre dans le cadre des activités de LaPerlkili, lieu d'échange culturel du Village Kati dédié aux enfants. Conscient du manque d'engouement des Congolais en général et des enfants en particulier pour la lecture, qui pourtant revêt une importance capitale dans leur éducation, Ce coin de lecture a profité de la semaine supplémentaire de vacances pour occuper les enfants du 4 au 8 janvier avec l'atelier de BD. Un moyen pour cette structure de les conduire à s'intéresser et à aimer la lecture. D'ailleurs, c'est l'objectif que s'est fixé Huguette Nganga Massanga, responsable du village Kati en créant La Perlkili. «*Nous demandons souvent aux enfants de lire mais, nous-mêmes, nous devons donner l'exemple en tant qu'adultes*», a-t-elle lancé. Ce coin de lecture aménagé et équipé par la créatrice reçoit des enfants du quartier âgés de 6 à 12 ans. Pendant cinq jours, les enfants ont



Jussie Nsana et les enfants pendant l'atelier d'initiation à la BD

acquis plusieurs notions portant notamment sur la manière de réaliser une BD ainsi qu'un scénario à l'image, les différentes étapes de la réalisation et le langage de la BD, la réalisation d'une planche. Jussie Nsana explique avoir insisté pour sortir les enfants des univers étrangers auxquels ils sont attachés et les conduire à travailler sur leur environnement. «*Il faut un grand travail pour que les enfants arrivent à se dessiner, qu'ils*

*puissent avoir un graphisme congolais et africain pour pouvoir partager leur monde aux autres*», a-t-elle dit. Au cours de cet atelier les enfants ont appris à être en même temps scénariste et dessinateur. Ce qui fait qu'ils ont pu réaliser chacun une planche avec chacune une histoire imaginée à l'exception d'Alex Djembi qui a réalisé une histoire en trois planches. On comprend que la BD, considéré comme le 9<sup>e</sup> art, joue un

rôle important dans l'éducation de l'enfant.

Interrogés sur la question, des parents ont loué l'initiative du village Kati et reconnu avoir eu le goût de la lecture à travers des bandes dessinées comme Kouakou, des magazines pour enfants et jeunes avec des histoires illustrées comme Ngouvou ou Planète jeunes. Melanie, mère de famille, témoigne : «*J'ai commencé par ces livres, attirée d'abord par les dessins, les histoires et les personnages et intéressée par les mots et expressions que je découvrais. Puis, chemin faisant, hormis les livres au programme scolaire, j'ai voulu explorer d'autres univers, d'autres styles, connaître les genres littéraires. J'ai découvert beaucoup de classiques et de grands écrivains. La lecture a beaucoup contribué à ma réussite scolaire*». Cette dernière a conseillé aux parents de veiller sur la qualité des livres que les enfants lisent et aussi de leur faire découvrir ce qui est fait par les Congolais. L'atelier d'initiation à la BD a eu un véritable succès. Jussie Nsana a confié avoir été vraiment sur-

prise par l'esprit de créativité des enfants. «*Je ne m'y attendais pas. Il y a des enfants vraiment doués comme le petit Noah qui a su bien traduire son histoire en dessin*», a-t-elle signifié. De leur côté, les enfants ont souhaité la poursuite de l'atelier ainsi que l'organisation par LaPerlkili d'autres activités en leur faveur. Des bons souhaits qui ne sont malheureusement pas faciles à réaliser, le Village Kati ne bénéficiant pour l'instant d'aucun soutien ni de subvention. «*L'atelier BD a énormément plu aux enfants. Notre but c'est de multiplier ce genre d'activités. Nous faisons avec nos propres moyens. Pour pouvoir organiser l'atelier de BD par exemple, on a dû faire preuve de créativité. Nous avons fabriqué des kits de décoration et des accessoires que nous avons vendus sur place. C'est grâce à cela que nous avons pu financer cette activité*», a expliqué Huguette Nganga Massanga. D'où son appel lancé à l'endroit des personnes de bonne foi pour soutenir le Village Kati

**Lucie Prisca Condhet  
N'Zinga**

## PRÉSIDENTIELLE 2021

## Le CRER échange sur la stabilité républicaine

**Le Cercle de réflexion énergie républicaine (CRER) a organisé à Pointe-Noire une conférence-débat sur le thème : « Stabilité républicaine et élection présidentielle » co-animée par Richard Poungha et Sylvestre Ossiala respectivement coordonnateur général du CRER et ancien deuxième vice-président de l'Assemblée nationale et maître de conférences à l'université Marien Ngouabi.**

Pour Syvestre Ossiala, les élections offrent l'opportunité au peuple de renouveler les instances dirigeantes de l'Etat en fonction des mérites des uns et des autres. Elles permettent à la République de respirer et d'accroître le bien-être de ses habitants. La République au travers des élections se veut ouverte à l'unité, au travail dans la paix et au progrès. Les élections en démocratie ne consacrent pas seulement le changement des dirigeants, mais permettent au peuple d'opérer des choix qualitatifs en mettant au gouvernail de l'Etat des dirigeants éclairés, compétents, animés de l'amour du peuple et soucieux de la bonne gouvernance.

Il convient, poursuit l'orateur, de retenir la nécessité d'être dirigés par les hommes d'Etat travaillant tous les jours à l'application des deux modèles de croissance et de développement, avec leurs variables et leurs contraintes, et à la mise en œuvre des dix-huit mesures qui définissent la bonne gouvernance. «*C'est en travaillant à cette triple exigence qu'un pays garantit à son peuple une stabilité républicaine, condition sine qua non de l'existence en son sein de la paix, la sécurité, la grandeur, le souci de l'unité nationale et l'inclusion sociale, la certitude des élections apaisées* », a-t-il indiqué.

Pour sa part, Richard Poungha a expliqué que la conscience citoyenne du CRER est interpellée par l'imminence de l'élection présidentielle de mars 2021. C'est ainsi que le CRER s'est intéressé au rapport entre stabilité républicaine et élection présidentielle. La stabilité est le caractère de ce qui est stable, de ce qui tend à conserver son équilibre, la république est le régime politique où le pouvoir est la chose publique. Ce qui implique que ses détenteurs l'exercent non en vertu d'un droit propre, droit divin hérédité mais en vertu du mandat conféré par le corps social. La République du Congo est un Etat, le principe de la république, un gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple. Trois valeurs fondent la République du Congo, notamment l'unité, le travail et le progrès. Ces valeurs constituent ce que l'on entend par la devise du Congo. «*En République du Congo? la fonction du président de la République, chef de l'Etat procède par une élection. Vivre en république, c'est savoir et vouloir ce qui est commun, c'est privilégier l'intérêt général, cela passe par la construction de la citoyenneté. Or, on ne devient citoyen que par l'instruction*», a-t-il signifié.

**Séverin Ibara**

## MUSIQUE

## L'album « Les mamans du Congo et Rrobin » présenté au public

**Après « Absence », l'album solo de la chanteuse et percussionniste, Gladys Samba, le groupe Les mamans du Congo qu'elle dirige a présenté, le 13 janvier, à l'Institut français du Congo, son premier opus intitulé « Les mamans du Congo et Rrobin », qui marque la fin de leur résidence de création.**

Le groupe Les mamans du Congo a animé en collaboration avec l'Institut français du Congo, une conférence de presse à l'occasion de la sortie de leur album « Les mamans du Congo et Rrobin » celui-ci valorise les berceuses congolaises, joué aux rythmes des ustensiles de cuisine et des objets de récupération.

Ce projet est soutenu par l'Institut français du Congo et celui de Paris, de la coopérative de Mai, de l'Union Européenne, de Jarring Affects Label et Spread the Word. L'album « Les mamans du Congo » est chanté en diverses langues du Congo. Cette musique est un mixage du traditionnel et du moderne, c'est ce qui fait sa spécificité. Il compte neuf titres à savoir : Nkala, Bordel de rap ; sans pagne ; boum ; Ngaminke ; Mbila ; Mwana wu dila et perle précieuse. Il est produit par Jarring Affects Label.

Un projet que la chanteuse et percussionniste, Gladys Samba alias maman Glad et ses camarades, entre autres, Rrobin jugent réussi. A travers sa musique, le groupe Les mamans du Congo s'arme pour sa part des berceuses bantoues de leur enfance comme celles de leurs ancêtres en utilisant les ustensiles de cuisine (assiettes, marmites, fourchettes, gobelets, pilons, mortiers géants, ...) ou autres objets de récupération. Ces mamans chantent l'histoire de leur peuple ainsi que le quotidien des femmes congolaises.

Les cinq mamans qui composent le groupe valorisent les berceuses traditionnelles congolaises et encouragent l'émancipation de la femme africaine. Elles ont voulu montrer, dans leur travail, que la femme doit s'exprimer

et l'on doit l'écouter « *L'émancipation de la femme va de pair avec sa tradition, donc notre tradition est notre base, c'est ce que nos parents, nos ancêtres nous ont laissé. Pourquoi allons-nous abandonner les chansons du Village ? Il faut qu'on les chante et les améliore, il faut connaître sa tradition pour la moderniser et ainsi être sur le même pied d'égalité que les hommes.* »

Gladys Samba mélange l'électro avec les berceuses, ce mélange a finalement marché « *c'est l'idée de la directrice déléguée de l'Institut français du Congo, Marie Audiger. Nous vous présentons ce résultat. Notre musique à de la valeur parce qu'on n'a brassé la tradition et le modernisme. Ce n'est pas facile surtout de ramener les ustensiles de cuisine, la vie au quotidien de la femme sur scène, ça fait presque deux ans de cela que nous sommes dans ce projet. Je suis très contente de voir les résultats, ça a marché* », a expliqué l'artiste

Pour elle, la manière de se comporter sur scène ne change pas, qu'on ait la guitare ou pas, c'est une scène, et si les ustensiles de cuisine sont ramenés sur scène, c'est parce qu'ils font partie de nos instruments, la manière dont le guitariste s'exprime pour jouer sa guitare, c'est aussi de la même qu'on utilise les objets de récupération, ces derniers produisent le rythme et le son. Nous avons choisi ces ustensiles pour communiquer pour dire à tout le monde que nous ne voulons plus rester dans la cuisine, on veut faire autre chose.

« *Je suis super heureux de l'accueil de notre album. Je remercie tous les*

*auteurs de ce projet, que ce soit en France ou à Brazzaville* », a fait savoir Rrobin le beatmaker.

Saluant le travail de ce groupe féministe, Michel Pré, directeur des Instituts français du Congo, a indiqué que « C'est la fin de leur résidence de création, les mamans du Congo sont au top niveau pour faire des spectacles. Nous allons continuer à diffuser ces événements sur les médias et sur internet », a-t-il martelé.

La directrice déléguée, Marie Audiger, a fait l'historique du projet avant de féliciter les artistes pour leur travail, parce que pour réussir en musique il faut du talent, de la chance et beaucoup de travail. Les mamans ont travaillé d'arrache pieds, en allant de répétition en répétition.

Les mamans du Congo ont livré un concert à huis clos dans un cadre très réduit marquant la fin de leur résidence de création, un spectacle riche en couleur, aux sonorités particulières, c'est une vie des mamans du Congo que le groupe a ramenée sur scène. Le groupe Les mamans du Congo a pour marraines, Simone Loubianga et Lydie Pongault, respectivement maire de l'arrondissement 2 Bacongo et Conseillère à la culture du président de la République.

En dehors des spectacles, le groupe Les mamans du Congo est une école de formation. Les mamans du Congo est un groupe né en 2018 à Brazzaville. Les tournées africaine et européenne qu'elles devaient effectuer ont été malheureusement reportées à cause de la crise sanitaire.

**Rosalie Bindika et Grace  
Merveille Ngapia(stagiaire)**



## ADIAC NEWSLETTER

L'information du Congo  
et de sa région en **UN CLIC !**

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir la newsletter  
et restez informé des principaux faits marquants de l'actualité



**ABONNEZ-VOUS  
GRATUITEMENT**



SCANNEZ  
LE QR CODE

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)

Enter votre adresse email

VALIDER

AGENCE D'INFORMATION  
D'AFRIQUE CENTRALE

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
info@lesdepechesdebrazzaville.fr

FLÉCHÉS - N°1402

L'ARTICLE DE LA MORT SANS RIRE	PAYS D'ASIE ÉLÉMENT DE POULIE	DANSA RÉCIF	RESTONS AIRE DE VENT	DÉSACCOR-DÉE GARS	ÉPREUVE DE TROT
FRACTIONS DE SECONDE SYMBOLE CHINOIS	GROS BIDE	AUGMENTÉ QUELQU'UN	EMPLOI DU TEMPS RÉUNION PUBLIQUE	PRODUIT DE LA MER ARTICULATIONS	MINABLE VARIÉTÉ DE POMME
GROS BIDE	UNION D'ÉTATS BRILLES	D'UN SEUL TON ROULÉ	PIÈCE ORIENTALE EGO	NÉGATION PROCHE DU HARENG	RÉSEAU
BRUIT DE BULLE MERCURE DU CHIMISTE	MAGINAIRES À PEINE	ABATTU VILLE DE CHAMPAGNE	POSSESSIF ÉTOFFE LÉGÈRE	C'EST-À-DIRE	
VILLE DE PICARDIE	RANGEMENT DOMPTA	DÉCHET VOLCANIQUE POISSON	MARQUER LA PEAU GRAFFITI	CONJONCTION	EN VOGUE
CÉPAGE DE BOURGOGNE VIRAGE GLISSANT		RÉGION SCANDINAVE			
CERNÈRENT					

MOTS MÊLÉS

REVOLVERE POLCYC  
CAGIBIE IDRATOMS  
ASPICIMEHPMYNSA  
LNANCMCORCSECAL  
CEUAEMUJUJTGINE  
ICENILEFOSTAEGH  
UNSVALVULEITRRI  
MEIRELECLRDNGIK  
YRREFTCUEBOAEA  
TPCYUUMAMLVLCR  
EILUOPIVBBCALAO  
NOCBRXEREISSSEVS  
RCIIURIMPACTOIE  
AHMCOLONELAVRAN  
CENEGVEPERLANRE

- ACIER
- ASPIC
- AVANTAGE
- BAVER
- CAGIBI
- CALCIUM
- CARNET
- CAVIAR
- CELERI
- COLONEL
- CONCIERGE
- CRISE
- CYCLOPE
- ENCENS
- EPERLAN
- ESCROC
- FELIN
- FERRY
- GALBE
- GOUROU
- HELAS
- HIBOU
- IMMENSE
- IMPACT
- JOUET
- JUMEAU
- KEROSENE
- LIMOUSINE
- MOTARD
- NARVAL
- NOMBRIL
- NYMPHE
- PIOCHE
- POULET
- POULIE
- PRIME
- REMIX
- REVOLVER
- SALADE
- SANGRIA
- VALVULE
- VESSIE
- VOICI

• SUDOKU • GRILLE DIFFICILE • N°394 • • SUDOKU • GRILLE FACILE • N°402 •

			1	8	3			3		5	6
4	7	2					7	2	9		1
8			9	6		5	1	3		9	2
	6	5		2		7			3	5	6
5		7	4		9		5	7	6		9
	7		9	3			3	4	8		1
	9	1			6	2	5		8	1	4
			7	5	3		8		5	3	7
	6	8	3					7	6		8

EN PARTANT DES CHIFFRES REMPLISSEZ LA PAGE DE TELLE SORTE QUE CHAQUE COLONNE DE 3 X 3 CONTIENNE UNE SEULE FOIS LES CHIFFRES DE 1 À 9

MOTS CASES • N°254


2 LETTRES  
AS - DE - ES - ET - IL - LA - LU - MA - OR - RU - SA  
3 LETTRES  
ANS - MET - ODE - OIE - OTE - RER - SOI - TAN - UNS  
4 LETTRES  
ERES - GREC - RAIL - TSAR  
5 LETTRES  
DEMON - DOGME - ELEVE - ELIRE - ETUDE - GERME - GRUAU - MEUTE - MUSEE - SORTI - SUCCER - VISON  
6 LETTRES  
AIRAIN - AMINCI - DAMNES - TACITE - VERBAL - VOMIRA  
7 LETTRES  
AIRELLE - ANNONCE - CULASSE - ETONNES - MARMITE - SELLIER

LA SOLUTION DE LA SEMAINE

Mots casés

MOTS CASES N°253

L	O	G	E	N	T	C	O	L
I	S	O	L	E	S	O	U	E
L	E	I	V	R	E	S	V	
A	R	A	S	E	T	S	A	R
S	A	P	E	U	R	U	N	E
I	N	X	E	R	E	S		
S	T	E	M	P	U	E	S	
T	E	U	R	O	P	E	A	
A	N	C	O	S	I	N	U	S
R	E	F	U	S	N	O	N	S
T	R	E	S	S	E	R	E	
E	V	E	E	X	A	M	E	N
R	I	S	E	E	S	E	N	T

Mots fléchés

MOTS FLÉCHÉS N°1402

L	A	E	R	B	U						
D	E	F	L	A	G	R	A	T	I	O	N
G	I	G	U	E	P	E	T	R	I		
C	A	L	A	B	R	A	I	S	N	E	
L	R	E	I	N	E	T	T	E			
K	I	E	V	E	C	R	A	S	E	S	
S	U	E	E	R	E	M	I	O			
B	E	C	V	U	E	E	G	A	L		
N	A	N	A	R	E	N	A	L	E		
A	T	L	A	N	T	A	T	N	T		
Y	O	I	S	E	E	O	N				
P	A	P	O	U	S	P	U	S	E		
E	T	H	I	O	P	I	E	V	A		
A	R	U	M	N	I	A	L	I	N		
A	S	S	A	S	S	I	N	E	N	T	

SOLUTION Le mot mystère est **BATRACIEN**

• SUDOKU • GRILLE DIFFICILE • N°392 • • SUDOKU • GRILLE FACILE • N°401 •

9	4	8	3	2	5	7	6	1	3	1	7	9	5	6	8	2	4
6	2	1	7	9	4	5	3	8	6	9	8	2	3	4	5	1	7
5	3	7	6	1	8	9	4	2	4	2	5	7	8	1	9	3	6
7	9	5	8	6	3	2	1	4	2	3	6	8	9	7	4	5	1
1	8	3	9	4	2	6	7	5	5	8	1	4	6	2	3	7	9
2	6	4	5	7	1	8	9	3	7	4	9	3	1	5	6	8	2
4	5	6	1	8	7	3	2	9	1	5	4	6	7	8	2	9	3
3	1	9	2	5	6	4	8	7	9	7	2	5	4	3	1	6	8
8	7	2	4	3	9	1	5	6	8	6	3	1	2	9	7	4	5

## REDEVANCE AUDIOVISUELLE

## 126 millions FCFA alloués aux médias publics

La télévision congolaise, la radio nationale et la télédiffusion du Congo se sont réparti mercredi à Brazzaville la somme de 126 millions FCFA mobilisée par le ministère des Finances au titre du paiement 2021 de la redevance audiovisuelle (RAV), après une première tranche d'environ 102 millions FCFA octroyée en octobre dernier aux mêmes bénéficiaires.

La remise symbolique des chèques aux directeurs généraux des médias publics attributaires a eu lieu lors d'une cérémonie conduite par le ministre de la Communication et des médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Mougalla, en présence du directeur de cabinet du ministre des finances et du budget et du président de la Commission économie et finances du Sénat, Jean-Pierre Epouma.

Selon la répartition, 40% du montant ont été attribués à la télévision nationale, soit 50400000 FCFA, 25% à la radio nationale correspondant à 31500000 FCFA et 20% à la télédiffusion du Congo équivalent à 25 millions 200 mille FCFA.

S'exprimant au nom de la « corporation », le ministre Thierry Mougalla a salué la dextérité des différentes institutions publiques



Thierry Mougalla, Jean Marie Epouma, le dircab du ministre des finances et les directeurs généraux des médias publics attributaires

qui contribuent à la résolution de ce défi, rendu concret 18 ans après. Instauré en 2001 par une loi, le projet avait fait en 2003 l'objet d'un décret cosigné par les ministres de la Communication et des Finances de l'époque, portant redevance audiovisuelle pour les médias publics.

La RAV est une taxe prélevée aux auditeurs et téléspectateurs pour soutenir les médias publics. Une somme de 1000 francs CFA est régulièrement prélevée aux clients de la société Énergie électrique du Congo lors du paiement de la facture d'électricité.

Si le ministre Thierry Mougalla

s'est réjoui de ce que cette taxe parvienne enfin aux destinataires depuis 2003, il a appelé à ce que l'opération soit pérenne afin de rendre plus compétitifs les médias audiovisuels publics et d'assurer convenablement leur fonctionnement.

Il a reconnu que les 126 000000

FCFA mobilisés en ce début d'année ne sont « qu'une goutte d'eau dans la mer », car les problèmes auxquels font face les médias publics sont complexes. Thierry Mougalla, a par ailleurs, annoncé que sous l'égide de son ministère, une commission de travail a été mise en place pour optimiser cette redevance audiovisuelle afin de l'étendre aux autres médias ainsi que ceux du secteur privé.

La RAV vient sans doute apporter une bouffée d'oxygène aux médias, mais pour le gouvernement, a souligné le ministre de tutelle, il s'agit d'aller plus loin en révisant la gouvernance des médias publics pour favoriser la création d'entité juridique avec une personnalité juridique et une autonomie patrimoniale et financière. Un projet bien avancé qui va transformer l'écosystème des médias.

Quentin Loubou

## NUITS DE LA LECTURE 2021

## Le rendez-vous s'étendra du 21 au 24 janvier

Cette année, la nuit de la lecture devient pour la toute première fois les « Nuits de la lecture ». Prévues dans dix lieux différents de la capitale congolaise, cette cinquième édition du rendez-vous littéraire se tiendra sur le thème « Relire le Monde grâce aux métiers du livre au Congo ».

Au cours de ces quatre premières années, la Nuit de la lecture n'a cessé de se développer, jusqu'à réunir lors de sa dernière édition, le 18 janvier 2020, plus de 650 000 participants de tous les âges et de près d'une trentaine de pays. Mais, dès l'arrivée du coronavirus, la filière du livre, comme l'ensemble du secteur culturel, a beaucoup souffert de crise sanitaire. Et cette année, malgré la pandémie de covid-19, l'Institut français a jugé nécessaire de maintenir cette grande fête du livre pour fédérer tous les acteurs de la chaîne du livre et réaffirmer auprès de tous la place essentielle du livre et de la lecture dans notre société.

Célébrée sous le signe de « relire le monde », l'édition 2021 des Nuits de la lecture sera l'occasion de soutenir et de valoriser la lecture, et aussi d'apprendre, de rêver et de ré-imaginer le monde à travers elle. Sur le plan national, il sera notamment question de permettre au public de rencontrer les acteurs des métiers du livre, ceux qui font que les livres soient édités, illustrés,



reliés, imprimés et distribués.

Lors de ce rendez-vous, la bande dessinée sera particulièrement mise à l'honneur.

« L'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville accueille depuis 5 éditions le festival de BD Bilili, le plus important d'Afrique subsaharienne, porté par sa directrice, Joëlle Epée Mandengue. Aussi, 2020-2021 c'est l'année de la BD. Deux bonnes raisons pour que les Nuits de la lecture à Brazzaville rendent hommage au 9e art qui est la bande dessinée »

**« L'Institut français du Congo (IFC) de Brazzaville accueille depuis 5 éditions le festival de BD Bilili, le plus important d'Afrique subsaharienne, porté par sa directrice, Joëlle Epée Mandengue. Aussi, 2020-2021 c'est l'année de la BD. Deux bonnes raisons pour que les Nuits de la lecture à Brazzaville rendent hommage au 9e art qui est la bande dessinée »**

2021 c'est l'année de la BD. Deux bonnes raisons pour que les Nuits de la lecture à Brazzaville rendent hommage au 9e art qui est la bande dessinée », précise le communiqué de ladite organisation.

Au programme de la 5<sup>e</sup> édition des Nuits de la lecture : trois table-rondes, un café-philos et des ateliers à l'IFC et aussi à l'Université Marien-Ngouabi, dans les lycées et dans des points-lecture du nord au sud de Brazzaville. Dans le cadre du partenariat de la FNAC avec le Bilili BD festival, un livre sera offert à chaque participant aux Nuits de la lecture à l'IFC, ainsi que des centaines de livres dans les points-lecture et divers lieux.

Initié par l'Institut français du Congo, le rendez-vous est organisé en partenariat avec le Bilili BD Festival, la FNAC, le ministère de la Culture et des Arts, le ministère de l'Enseignement supérieur, le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire et de l'Alphabétisation et les Dépêches de Brazzaville.

Merveille Atipo